



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## **Autorité Environnementale** Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale  
après examen au cas par cas sur le projet dénommé  
« opération immobilière – 45 Rue du Clos Four »  
sur la commune de Clermont-Ferrand  
(département du Puy-de-Dôme)**

Décision n° 2020-ARA-KKP-2524

**DÉCISION**  
à l'issue d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment article 4 et son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, notamment ses articles 2 et 7 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2020-97 du 15 mai 2020 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, portant délégation de signature à M. Jean-Philippe Deneuvy, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2020-05-18-72 du 18 mai 2020 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2020-ARA-KKP-2524, déposée complète par Vinci Immobilier Rhône-Alpes-Auvergne le 14 avril 2020, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 29 avril 2020 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme (63) le 21 avril 2020 ;

Considérant que le projet consiste en la réalisation d'un ensemble d'immeubles d'habitation collective de 360 logements, dont 90 logements sociaux, répartis en 4 immeubles et de 226 places de stationnement pour une surface de plancher de 21 450 m<sup>2</sup> situé 45 Rue du Clos Four à Clermont-Ferrand (63).

Considérant que le projet prévoit des travaux de démolitions, de terrassement, de mise en place et raccordement de réseaux, d'édification de bâtiments (gros et second œuvre), d'aménagements extérieurs paysagers.

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 39a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m<sup>2</sup>, du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet conduira au changement d'usage du site, d'un usage industriel (ancien site Michelin Chanteranne et ancien bâtiment de stockage de journaux et d'atelier de maintenance de véhicules appartenant au groupe de presse CENTRE FRANCE « la Montagne ») vers un usage résidentiel ;

Considérant que les études de sol réalisées en 2006, relatives à la qualité des sols résultant du passé industriel du site Michelin Chanteranne n'ont mis en évidence aucune trace de pollution significative sur la parcelle LT 332 concernées par la présente demande.

Considérant que les terres polluées sur site seront recouvertes de 30 cm de terre végétale, où il ne sera planté ni arbres fruitiers, ni créé de potager. L'eau de ces terres ne sera pas non plus utilisée ;

Considérant que le projet est situé dans la zone inondable classée en aléas faible et moyen du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) de l'agglomération clermontoise approuvé le 8 juillet 2016, et qu'il est conforme aux prescriptions de cette zone :

- aucun sous-sol ne sera réalisé et les places de stationnement seront intégrées en grande partie aux volumes des immeubles
- les constructions prendront en compte la côte de mise hors d'eau (CMHE) et leur orientation respectera le sens d'écoulement des eaux.

Considérant que le projet est situé en zone urbaine et en dehors de zonage d'inventaire et/ou de protection du patrimoine naturel et de la biodiversité ;

Considérant l'absence de périmètre de protection de captage destiné à l'alimentation en eau potable.

Concluant, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale

## **DÉCIDE :**

### **Article 1**

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'opération immobilière – 45 Rue du Clos Four, enregistré sous le n°2020-ARA-KKP-2524 présenté par Vinci Immobilier Rhône-Alpes-Auvergne concernant la commune de Clermont-Ferrand (63), **n'est pas soumis à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 25 mai 2020,

Pour le préfet et par subdélégation,  
la responsable du pôle autorité environnementale  
Mireille FAUCON

## Voies et délais de recours

En application des dispositions combinées de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Toutefois, en application des articles 1 et 2 de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 susvisée, du fait que la présente décision intervient dans la période comprise entre le 12 mars 2020 et le 23 juin 2020 inclus, le recours peut être formé, au plus tard, dans un délai de deux mois à compter de la fin de cette période.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet<sup>1</sup>. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

### Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE  
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON Cedex 03

---

<sup>1</sup> Du fait que la présente décision intervient dans la période comprise entre le 12 mars 2020 et le 23 juin 2020 inclus, le RAPO peut être formé, au plus tard, dans un délai de deux mois à compter de la fin de cette période.